

Chaudhuri, Primit, *Aspects of Indian Economic Development*,
George Allen and Unwin, Londres, 1971, 288 p.

Jean-René Chotard

Volume 3, numéro 3, 1972

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700222ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700222ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Chotard, J.-R. (1972). Compte rendu de [Chaudhuri, Primit, *Aspects of Indian Economic Development*, George Allen and Unwin, Londres, 1971, 288 p.] *Études internationales*, 3(3), 418–419. <https://doi.org/10.7202/700222ar>

taire, l'opinion publique ne peut trouver aucune référence solide, aucune direction ferme.

Le pamphlétaire ironise sur « la saison des juges » ; ceux de Vichy qui condamnent républicains et hommes de gauche pour abandon des « valeurs éternelles » de la France ; ceux de la Libération, en 1944, qui condamnent les précédents accusateurs pour abandon des « valeurs patriotiques » de la même France.

Où trouver la cause, non de la guerre, mais de la défaite ? L'auteur rappelle les rubriques tant de fois citées. Il accepte de considérer que les raisons de l'échec sont bien antérieures à 1940. La fin de l'unanimité nationale date de l'immédiat après-guerre 1914-18, mais une occasion réelle se présenta d'unir à nouveau les Français. Pour lui, en 1936, trois hommes ont offert cette possibilité : Thorez, Blum, Reynaud.

Ainsi l'ouvrage s'achève-t-il sur une note originale, elle aussi dans l'information destinée au large public. Il s'inscrit dans le courant qui attribue aux conservateurs la responsabilité la plus grande. Mais il enveloppe dans la même verve ironique tous les hommes d'une époque.

Jean-René CHOTARD

*Histoire,
Faculté des Arts,
Université de Sherbrooke.*

CHAUDHURI, Pramit, *Aspects of Indian Economic Development*, George Allen and Unwin, Londres, 1971, 288p.

L'auteur, maître de conférences en économie à l'université du Sussex, a préparé deux volumes de textes sur l'économie indienne, l'un sur les problèmes agricoles et le second, que nous analysons ici, sur le développement et la planification.

Il s'agit d'une étude très documentée où une introduction abondante brosse un tableau général des différentes questions ensuite abordées dans chaque article. Depuis son indépendance, l'Inde a connu un essor économique intéressant. Il s'avère deux ou trois fois supérieur à celui qui se produisait sous l'administration britannique. Mais ces réalisations se heurtent à des réalités contraignantes : la structure fédérale mal définie d'un pays gigantesque, le nombre des secteurs à moderniser, la difficulté des communications et le poids de la population.

L'économie de l'Inde est organisée selon le principe d'une planification gouvernementale. Son objectif est d'assurer la croissance homogène des différents États et de développer des secteurs de production qui aient un impact maximum sur l'économie.

Comme l'Inde demeure un pays d'économie libérale, doté d'un secteur d'État, un service gouvernemental examine les projets de développements industriels que présentent les investisseurs privés. Ceux-ci doivent attendre une autorisation. De cette façon, le *Licensing Committee*, créé en 1952, sélectionne les demandes en fonction des objectifs que déterminent les instances politiques : industries lourdes et industries de biens d'équipement.

Les résultats jusqu'à maintenant obtenus par l'industrie demeurent en-dessous des normes établies par les planificateurs. Selon M. Chaudhuri les procédures du plan sont lourdes, l'information est mal diffusée et, fait plus grave, il se produit une situation de monopole industriel au profit de quelques grands capitalistes indiens (Tata, Birla, etc.) dont les objectifs sont en contradiction avec les buts de l'*Industry Act* de 1951. Or jusqu'à maintenant l'Inde avait tenté de créer une infrastructure industrielle qui visait à produire, non à créer des emplois. Son industrie n'est pas parvenue à la productivité envisagée et le problème de la main-d'œuvre se trouve plus aigu encore qu'en 1950.

L'ouvrage aborde la question insoluble de la démographie. La population s'accroît de 1 million d'habitants par mois. L'accroissement de la population est supérieur à l'accroissement de l'économie, aussi le revenu national moyen par personne est-il en baisse. L'Inde semble s'orienter vers la planification familiale et la limitation des naissances, comme seules solutions pour limiter son essor démographique. Depuis quelques années, des gouvernements étrangers fournissent du personnel spécialisé pour la diffusion des méthodes et des produits anticonceptionnels.

La masse de la population indienne provoque des difficultés économiques considérables. L'agriculture, où domine l'archaïsme des méthodes et des rapports de propriété, ne peut assurer la subsistance nationale. Ces problèmes, handicapent l'essor économique du pays et font de l'Inde le pays le plus pauvre de la planète. Chaque année, l'Inde doit consacrer des sommes considérables à l'achat de nourriture. Les démographes avaient, en 1969, établi des pers-

pectives mettant en correspondance l'économie et le chiffre de population. Ils aboutissaient à l'alternative suivante pour 1975 (voir p. 134).

Population

630 millions
550 "

Revenu total

300 milliards de roupies
298 "

Revenu par tête

476 roupies
506 "

L'auteur soulève la question de l'aide étrangère, inévitable pour assurer à l'Inde, et son développement et la nourriture de sa population. Depuis son indépendance, l'Inde est le pays qui a reçu globalement la plus grosse aide extérieure. Mais, par habitant, c'est elle qui a reçu le moins : \$9,400 millions, de 1951 à 1966, soit \$2.4 par habitant.

Outre les innombrables problèmes, inhérents à l'aide provenant des pays industrialisés, l'ouvrage insiste sur le poids croissant du service de la dette pour l'économie indienne.

La dette représente en pour cent du gain des exportations : pendant le 1^{er} plan, 4% ; pendant le 2^e plan, 14% ; pendant le 3^e plan, 22%.

Les conclusions de ce volume se révèlent très pessimistes quant aux possibilités de l'Inde d'assurer, dans le cadre du système libéral, à la fois l'essor économique et l'élévation du niveau de vie de la population. Peut-être moins un bilan négatif qu'un constat d'impossibilité.

Jean-René CHOTARD

Histoire,
Faculté des Arts,
Université de Sherbrooke.

DEVILLERS, Philippe, *et al.*, *L'histoire du XX^e siècle, l'Asie du Sud-Est*, Sirey, Paris, 1970-1971, 2 tomes : 496 et 514p.

Bien qu'avant le XX^e siècle, la résistance à l'intrusion étrangère se soit souvent fait sentir dans les diverses possessions des puissances occidentales en Asie du Sud-Est, elle ne fut jamais le fait de mouvements vraiment nationaux mais bien plutôt le signe d'une réaction instinctive et passionnée souvent utilisée par

les anciennes classes dirigeantes soucieuses de conserver leur prestige et leur autorité. Au tournant du XX^e siècle, ces mouvements patriotiques cédèrent progressivement la place au nationalisme proprement dit qui, lui, se définit par la volonté de constituer une nation, c'est-à-dire une communauté stable non seulement de langue, de sol et de culture, mais aussi d'administration et d'économie. Une telle conception exige que la nation soit indépendante.

C'est autour de ce thème que Le Thank Khoi introduit les huit études détaillées de l'histoire des nations de l'Asie du Sud-Est au XX^e siècle. Bien que l'interprétation marxiste de l'évolution des nationalismes présentée en introduction soit fort intéressante, les présentations des six chercheurs semblent démontrer que la lutte des classes, malgré son importance indéniable, ne suffit pas à expliquer l'histoire de la région et, en particulier, le rôle encore primordial des antagonismes ethniques. À vrai dire, les études sur la Birmanie (PERRIN), la Malaysia, Singapour et Brunei (FISTIÉ), l'Indonésie (DEVILLERS et CAYRAC BLANCHARD), la Thaïlande (FISTIÉ), le Cambodge (DEVILLERS), le Lagos (DEVILLERS) et le Viêt-nam (DEVILLERS) sont d'une qualité et surtout d'une originalité fort inégales. Sur le plan de l'originalité en effet, pour celui qui est familier avec les sources (en langue anglaise surtout), les textes sur la Malaysia et sur l'Indonésie présentent non seulement moins d'intérêt mais également moins de cohésion.

Par contre, les études sur la Thaïlande, sur les Philippines, et en particulier sur la Birmanie, sont plus originales et mieux équilibrées. Pierre Fistié décrit habilement le cas particulier de la Thaïlande qui, bien qu'elle ait su demeurer indépendante en jouant d'abord entre les influences françaises et anglaises, en s'alliant au Japon pendant la guerre mais en désavouant cette alliance un peu plus tard, est de plus en plus devenue dépendante des Américains. La présence de ceux-ci, de même que l'intensification de la participation thaïlandaise au conflit vietnamien en réponse à l'aggravation de la subversion intérieure, n'ont fait que mettre de l'huile sur le feu de celle-ci. L'emprise des militaires sur le pouvoir reste forte ; les tendances centrifuges de certaines régions et l'essor démographique pèsent lourd sur le développement du pays. L'administration de la Birmanie s'avère encore plus compliquée et sa consolidation au niveau national est d'autant plus difficile que, comme l'explique Jean Perrin,